



**ASSOCIATION DES EGLISES EVANGELIQUES  
MENNONITES DE FRANCE (AEEMF)**

Association

4 allée J. B. Thomann  
68040 INGERSHEIM

---

**Rapport du commissaire aux comptes  
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Christian HIRSCHY**  
Commissaire aux Comptes  
6, rue des Trois Epis  
68040 INGERSHEIM



**ASSOCIATION DES EGLISES  
EVANGELIQUES MENNONITES DE FRANCE**

4 allée J. B. Thomann  
68040 INGERSHEIM

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'assemblée générale,

**Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION DES EGLISES EVANGELIQUES MENNONITES DE FRANCE (AEEMF) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de mon rapport.

**Christian HIRSCHY**  
Commissaire aux Comptes  
6, rue des Trois Epis  
68040 INGERSHEIM



## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note « 5. Changement de méthode » de l'annexe des comptes annuels ainsi que sur les récentes opérations juridiques exposées dans la note « 6. Evènements postérieurs à la clôture ».

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau.



## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.



S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Ingersheim, le 09 avril 2026

Le commissaire aux comptes,



Christian HIRSCHY



Bilan ACTIF	Exercice N			N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	.	.	.	.
Frais d'établissement	.	.	.	.
Frais de recherche et développement	.	.	.	.
Donations temporaires d'usufruit	.	.	.	.
Concessions, brevets, licences, marques	.	.	.	.
Autres immobilisations incorporelles	.	.	.	.
Immobilisations incorporelles en cours	.	.	.	.
Avances et acomptes	.	.	.	.
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>125 669</b>	<b>23 930</b>	<b>101 739</b>	<b>105 141</b>
Terrains	3 049	.	3 049	3 049
Constructions	71 435	.	71 435	71 435
Installations techniques, matériel et outillage	.	.	.	.
Autres immobilisations corporelles	51 186	23 930	27 256	30 657
Immobilisations corporelles en cours	.	.	.	.
Avances et acomptes	.	.	.	.
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	.	.	.	.
<b>Immobilisations financières</b>	<b>144 950</b>	.	<b>144 950</b>	<b>180 952</b>
Participations et Créances rattachées	.	.	.	.
Autres titres immobilisés	.	.	.	.
Prêts	144 508	.	144 508	180 510
Autres immobilisations financières	442	.	442	442
<b>TOTAL (I)</b>	<b>270 620</b>	<b>23 930</b>	<b>246 689</b>	<b>286 093</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>	.	.	.	.
<b>Créances</b>	<b>10 654</b>	.	<b>10 654</b>	<b>11 463</b>
Créances clients usagers et comptes rattachés	.	.	.	.
Créances reçues par legs ou donations	.	.	.	.
Autres créances	10 654	.	10 654	11 463
Avances & acomptes versés	.	.	.	.
Fournisseurs débiteurs	.	.	.	.
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>249 625</b>	.	<b>249 625</b>	<b>249 625</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>210 171</b>	.	<b>210 171</b>	<b>255 853</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	.	.	.	.
<b>TOTAL (II)</b>	<b>470 451</b>	<b>0</b>	<b>470 451</b>	<b>516 941</b>
Frais d'émission des emprunts (III)	.	.	.	.
Primes de remboursement des emprunts (IV)	.	.	.	.
Ecart de conversion actif (V)	.	.	.	.
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>741 070</b>	<b>23 930</b>	<b>717 140</b>	<b>803 034</b>

Bilan PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>200 000</b>	<b>200 000</b>
Fonds propres statutaires	.	
Fonds propres complémentaires	200 000	200 000
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>	.	
Fonds statutaires	.	
Fonds propres complémentaires (avec droit de reprise)	.	
<b>Ecarts de réévaluation</b>	.	
<b>Réserves</b>	<b>311 480</b>	<b>310 480</b>
Réserves statutaires ou contractuelles	.	
Réserves pour projet de l'entité	.	
Autres réserves	311 480	310 480
<b>Report à nouveau</b>	<b>135 484</b>	<b>123 293</b>
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>-40 640</b>	<b>12 590</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>606 323</b>	<b>646 364</b>
Fonds propres consommables	.	
Subventions d'investissement	.	
Provisions réglementées	.	
<b>TOTAL (I)</b>	<b>606 323</b>	<b>646 364</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	.	
Fonds dédiés	82 009	120 369
<b>TOTAL (II)</b>	<b>82 009</b>	<b>120 369</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	.	
Provisions pour charges	.	
<b>TOTAL (III)</b>	<b>0</b>	
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires	.	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	.	
Emprunts et dettes financières diverses	5 866	8 424
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	.	
Dettes des legs ou donations	.	
Dettes fiscales et sociales	12 771	14 603
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	.	
Autres dettes	8 832	12 562
Instruments de trésorerie	.	
Produits constatés d'avance	1 338	713
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>28 808</b>	<b>36 302</b>
Ecarts de conversion passif (V)	.	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>717 140</b>	<b>803 034</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	.	.
Ventes de biens et services	6 795	8 465
Ventes de biens	6 795	8 465
dont ventes de dons en nature	.	.
Ventes de prestations de services	.	.
dont parrainages	.	.
Produits de tiers financeurs	694 607	399 483
Concours publics et subventions d'exploitation	.	.
Versements des fondateurs ou consommations de la	.	.
Ressources liées à la générosité du public	213 782	249 243
Dons manuels	213 782	249 243
Mécénats	.	.
Legs, donations et assurances-vie	.	.
Contributions financières	480 824	150 240
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	.	308 140
Utilisations des fonds dédiés	58 730	70 320
Autres produits	20 395	12 522
<b>TOTAL I</b>	<b>780 526</b>	<b>798 930</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises	.	.
Variation de stocks	.	.
Autres achats et charges externes	93 805	82 581
Aides financières	272 535	.
Impôts, taxes et versements assimilés	1 198	1 160
Salaires et traitements	329 551	278 174
Charges sociales	100 742	108 959
Dotations aux amortissements et aux dépréciations d'exploita	3 981	5 377
Dotations aux provisions	.	.
Reports en fonds dédiés	19 970	57 000
Autres charges	1 023	4 867
<b>TOTAL II</b>	<b>822 805</b>	<b>538 117</b>
<b>1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-42 279</b>	<b>260 813</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participations	.	.
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	.	.
Autres intérêts et produits assimilés	2 429	3 979
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charge	.	.
Différences positives de change	.	.
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placem	.	.
<b>TOTAL III</b>	<b>2 429</b>	<b>3 979</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux prov	.	.
Intérêts et charges assimilées	.	.
Différences négatives de change	.	.
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placem	.	.
<b>TOTAL IV</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>2 429</b>	<b>3 979</b>
<b>3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-39 850</b>	<b>264 791</b>



COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion		12 000
Sur opérations en capital		11 000
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de char		
<b>TOTAL V</b>	<b>0</b>	<b>23 000</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion		273 078
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisi		1 333
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>274 411</b>
<b>4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>0</b>	<b>-251 411</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	790	790
Total Reprises sur amortissements,dépréciations, provisions e	782 955	825 909
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	823 595	813 318
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-40 640</b>	<b>12 590</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature (contributions)		
Bénévolat	32 000	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>32 000</b>	<b>35 000</b>
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	32 000	35 000
<b>TOTAL</b>	<b>32 000</b>	<b>35 000</b>



# Annexe au bilan du 31/12/2025

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2025 dont le total du bilan avant répartition est de **717 140 Euros**, et dégageant un **déficit de 40 640 Euros**.

L'exercice a une durée de **12 mois**, recouvrant la période du **01/01/2025 au 31/12/2025**.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## 1. L'association AEEMF :

L'AEEMF est une association de droit local (Alsace, Moselle), union des églises Mennonites de France.

### 1.1. Moyens :

Elle fonctionne au moyen de commissions, travaille en partenariat avec les autres structures issues des Églises Mennonites et, le cas échéant, avec les autres organismes du monde évangélique, protestant ou autre.

### 1.2. But :

Elle encourage et développe les relations fraternelles entre les Eglises membres, elle assure le soutien à des ministères pastoraux rémunérés ou non ; elle organise l'entraide mutuelle en vue de l'acquisition, la construction et l'entretien des immeubles ouverts au public pour l'exercice des services liés à la vie de l'Eglise ; elle encourage la libéralité et organise les collaborations pour annoncer l'évangile, développe des activités de jeunes et apporte au nom du Christ Jésus l'aide au pauvre, à l'orphelin, à la personne handicapée, à la personne âgée et aux victimes de la faim et des cataclysmes dans le monde.

### 1.3. Ressources :

Les ressources de l'association sont constituées par les contributions des Églises membres, par des dons et des legs de personnes physiques ou morales.

## 2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du **Code de Commerce**, du **plan comptable général** et du **règlement ANC n°2018-06** du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

### 3. Immobilisations corporelles et incorporelles :

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'association, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange. Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont attachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être attachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges. Des amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

#### Durées d'amortissements

Catégorie d'immobilisation	Durée d'amortissement courante
Constructions / bâtiments	20 à 50 ans
Agencements et aménagements	10 à 15 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 à 10 ans
Véhicules	5 ans
Logiciels	2 à 5 ans

### 4. Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

### 5. Changement de méthode

À compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, notre association applique de manière obligatoire le règlement **ANC n° 2022-06** relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement, qui modifie le Plan Comptable Général et le règlement spécifique aux associations (ANC n° 2018-06), constitue un **changement de réglementation comptable s'appliquant de manière prospective**.

Les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 n'ont pas été retraités. En conséquence, les postes de l'exercice 2025 sont présentés selon la nouvelle nomenclature comptable, ce qui peut **affecter la comparabilité de certains postes avec ceux de l'exercice précédent**.

Principaux changements pour notre association :

- Le nouveau référentiel retient désormais une **définition très restrictive du résultat exceptionnel**, limité principalement aux corrections d'erreurs significatives et quelques événements ayant un caractère majeur et inhabituel. Ainsi, les aides financières et contributions versées par l'association à des organismes tiers, qui concourent à la réalisation de son objet social, ne sont plus considérées comme exceptionnelles. Ces charges sont donc désormais inscrites au sein du résultat d'exploitation. En ce sens, les compte 671 « Secours et aides » ont ainsi été supprimés au profit de comptes 657 « Aides financières octroyées ».
- **L'usage des comptes de transfert de charges (79) est désormais proscrit**. Les flux doivent être enregistrés directement dans les comptes d'exploitation selon leur nature (crédit de compte de charges ou nouveaux comptes de produits d'exploitations dédiés). De ce fait, les participations aux frais de fonctionnement versées par les Eglises membre, auparavant créditées dans des compte 791, sont désormais qualifiées de ressources d'exploitation en étant comptabilisées au crédit de comptes 755 « Contributions financières » (flux existants entre organismes sans but lucratifs dans le cadre de conventions).

## 6. Evènements postérieurs à la clôture

Deux opérations significatives ont été juridiquement finalisées après le 31 décembre 2025 :

### - Apport en numéraire à l'EEMT

L'Assemblée Générale de l'AEEMF du 11 novembre 2025 a approuvé un apport en numéraire de 150 000 €, formalisé par une convention signée le 10 novembre 2025, dont le versement interviendra en plusieurs étapes en 2026 dans le cadre du projet de réhabilitation du temple de Toul. Cette opération n'a aucun impact sur les comptes de l'exercice 2025.

### - Cession de l'activité "Caisse de Secours"

L'activité de la Caisse de Secours a été cédée à titre gratuit à l'association Mission Mennonite, la cession prenant effet au 1er janvier 2026. Le solde des comptes dédiés sera transféré à MM le 15 janvier 2026. Cette opération n'affecte pas la situation comptable au 31 décembre 2025.

## 7. Informations sur les actifs inaliénables, informations sur les donations temporaires d'usufruit

Néant

## 8. Provisions pour risques et charges (dont engagements de retraite)

Néant

## 9. Etat des stocks

Néant

## 10. Etat des créances et des dettes

### 10.1. Détail des créances

Etat des créances		Montant Brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	144 508		144 508
	Autres immobilisations financières	442		442
Actif circulant	Créances clients			
	Créances reçues par leg ou donations			
	Autres créances	10 654	10 654	
	Personnel et comptes rattachés			
	Etat et autres collectivités publiques			

## 10.2. Détail des dettes

Etat des dettes		Montant Brut	à 1 an au plus	à plus d'un an
Emprunts & dettes financières	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			-
	Autres emprunts et dettes financières	5 866		5 866
Autres	Fournisseurs et comptes rattachés			
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales ou sociales	12 771	12 771	
	Autres dettes	8 832	8 832	
	Produits constatés d'avance	1 338	1 338	

## 11. Engagements financiers donnés et reçu

Néant

## 12. Tableaux des immobilisations et des amortissements

TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS					
Immobilisations	Valeur brute début d'exercice	Transfert	Augmentation	Diminution	Valeur brute à la clôture de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>	125 091		579	-	125 670
Terrains	3 049				3 049
Constructions	71 435				71 435
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres immobilisations corporelles	50 607		579		51 186
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>TOTAL INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>125 091</b>		<b>579</b>	<b>-</b>	<b>125 670</b>

TABLEAU DE VARIATION DES AMORTISSEMENTS					
Amortissements	Valeur début d'exercice	Transfert	Augmentation	Diminution	Valeur à la clôture de l'exercice
<b>Amort. Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, licences, marques					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
<b>Amort. Immobilisations corporelles</b>	19 950	-	3980		23 930
Terrains					-
Constructions					-
Installations techniques, matériel et outillage					-
Autres immobilisations corporelles	19 950		3 980		23 930
Immobilisations corporelles en cours					-
Avances et acomptes					-
<b>TOTAL AMORT. INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>19 950</b>	<b>-</b>	<b>3980</b>		<b>23 930</b>

### 13. Informations sur les opérations de crédit-bail

Néant

### 14. Tableau de suivi des subventions d'investissement

Néant

### 15. Produits et charges imputables à un autre exercice

Néant

## 16. Tableau de variation des fonds propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES						
Nature des fonds propres	Montant début d'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution	Résultat de l'exercice N en attente d'affectation	Montant à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	200 000					200 000
Fonds propres avec droit de reprise	-					-
Ecart de réévaluation	-					-
Réserves	310 480		1 000			311 480
Report à nouveau	123 293		12 190			135 483
Excédent ou déficit de l'exercice	12 591	- 12 591			- 40 640	-40 640
Fonds propres consommables	-					-
Subventions d'investissement	-					-
Provisions réglementées	-					-
<b>TOTAL</b>	<b>646 364</b>	<b>-12 591</b>	<b>13 190</b>	<b>-</b>	<b>- 40 640</b>	<b>606 323</b>

## 17. Tableau de variation des fonds dédiés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES							
Détail des fonds dédiés	Fonds dédiés à l'ouverture	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés à la clôture de l'exercice	
			Total	dont remboursements		Total	dont fonds dédiés à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Fonds FMDE	68 621		10 000	-		58 621	
Site internet	2 120		1 890			230	
Voyage Linda Oyer	4 628	10 000	4 840			9 788	
Projet Caisse de secours	42 000	6 370	42 000			6 370	
Pasteur stagiaire	3 000					3 000	
Pasteur Lorraine		3 600				3 600	
Projet Toul		400				400	
Bâtiment							
<b>TOTAL</b>	<b>120 369</b>	<b>23 370</b>	<b>58 730</b>			<b>82 009</b>	

A l'origine de la création des fonds dédiés, les montants étaient de :

Fonds FMDE	100 000 €
Site internet	8 000 €
Voyage Linda Oyer	16 000 €
Projet caisse de secours	57 800 €

## 18. Informations relatives aux contributions volontaires en nature

La valorisation du bénévolat au titre des activités du bureau de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 2 690 heures. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 11.88 €/heure correspond à un montant de 32 000 euros.

Le travail des différentes commissions n'est pas encore valorisé.

## 19. Effectif moyen

L'association emploie une salariée.

Les ministres du culte perçoivent une indemnité au titre de leur activité.

## 20. Informations relatives aux modalités de rémunération des dirigeants comportant au moins les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2025 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 (zéro) euros.

Le président  
Michel Graber